Sommaire

Editorial

1 A propos des situations non fautives de non-compétition
Claude Lucas de Leyssac

Interview

7 Lowri Evans: Delivering the State Aid reform

Tendances

10 L'efficacité des sanctions contre les cartels : Une perspective économique
Emmanuel Combe, John M. Connor, Frédéric Jenny, Paolo Buccirossi, Giancarlo Spagnolo

Droit & économie

31 Les programmes de clémence : Une efficacité multiforme
François Lévêque

Doctrines

37 **Les nouvelles lignes directrices de la Commission européenne en matière d'amendes**
Hubert de Broca

46 **L'"imprévisibilité transparente" : La politique de sanction de la Commission européenne en matière de cartels**
Michel Debroux

56 **La *State Action Doctrine* aux USA : Contribution aux réflexions sur le contrôle des pratiques anticoncurrentielles d'origine publique**
François Souty

Chroniques

Ententes

63 **Vente par Internet :** Précision sur la distribution exclusive et sélective par Internet *(Festina ; Hi-fi et Home cinéma)*

64 **Commerce parallèle de médicaments :** Annulation de la décision Glaxo par le TPI *(GlaxoSmithKline Services)*

67 **Ventes passives – Limitation des sources d'approvisionnement :** Annulation partielle de l'arrêt JCB Service *(JCB Service)*

67 **Automobiles – Notion d'accord :** Rejet du pourvoi contre l'arrêt Volkswagen *(Volkswagen)*

68 **Réglementation antidopage :** Définition trop étroite du champ d'application des règles de concurrence par le Tribunal mais objectif légitime de la réglementation *(Meca-Medina et Majcen)*

68 **Échanges d'informations :** Confirmation de la décision sanctionnant les échanges d'informations entre six palaces parisiens *(Hôtel Le Bristol e. a.)*

69 **Amendes :** Précisions sur la portée de plusieurs principes en matière de fixation du montant des amendes et de prise en compte de la coopération *(Gluconate de sodium)*

69 **Amendes – Imputabilité :** Nouvelles précisions sur les lignes directrices Amendes et sur la communication Coopération *(Acide citrique)*

Pratiques unilatérales

72 **Entente verticale – Réparation automobile :** Rejet de la demande de mesures conservatoires formulée à l'encontre de Citroën *(Autodistribution et AD Net)*

73 **Entente verticale :** La position dominante aggrave l'entente verticale *(NGK)*

73 **Pratiques discriminatoires – Prix abusivement bas :** Rejet des griefs formulés à l'encontre de l'IGN *(IGN)*

Pratiques restrictives

77 **Rupture brutale :** Précisions sur la notion de relations commerciales établies *(VGA ; Meech Static Eliminators ; Oxena)*

78 **Pratique discriminatoire – Partenaire économique :** Une politique de prix discriminatoire ne peut permettre à un fournisseur d'évincer un distributeur qui ne donne pas satisfaction *(Akzo)*

79 **Dépendance économique :** La dépendance économique ne saurait s'induire de la seule exclusivité ou de la notoriété de la marque en cause *(Galerie Ste-Anne)*

80 **Dépendance économique :** Constitue un abus de dépendance économique une augmentation brutale du prix de services comptables et administratifs d'une société *(Proservices)*

81 **Dépendance économique – Amende civile :** Rare exemple de condamnation sur le fondement de l'article L. 442-6-I-3° C. com qui ne justifie pas pour autant le prononcé d'une amende civile *(Viastel)*

83 **Concurrence déloyale – Fait générateur de responsabilité :** L'action en concurrence déloyale suppose l'établissement d'un acte de concurrence fautif imputable à un concurrent de la victime *(Europe funérailles)*

84 **Distinction entre l'agissement parasitaire et la contrefaçon :** Lorsque le demandeur n'est pas titulaire d'un droit de propriété intellectuelle, les faits constitutifs du délit de contrefaçon peuvent caractériser l'agissement parasitaire *(Interbrew ; Casple et Amstutz Levin ; Céline)*

86 **Clause de non-sollicitation – Clause de non-concurrence :** La clause de non-sollicitation ne constitue pas une clause de non-concurrence dont elle n'est ni une variante, ni une précision *(Barandon)*

87 **Clause de non-concurrence – Indemnisation :** L'indemnisation du débiteur en cas d'illicéité de la clause est indépendante de la possibilité ou de l'impossibilité pour le débiteur d'exercer un emploi concurrent *(Toupargel ; La Halle)*

Ce numéro 4-2006 couvre l'actualité communautaire et française de droit de la concurrence pour la période comprise entre le 15 juillet et le 1er Octobre 2006. La revue peut être citée sous la forme : "Concurrences, n° 4-2006, p. 1".

88 **Clause de non-concurrence – Indemnisation :** Les conditions d'ouverture de l'obligation de non-concurrence ne peuvent être dissociées des conditions de l'indemnisation *(Panofrance Méditerranée)*

Concentrations

89 **Projet de lignes directrices sur les compétences de la Commission :** Publication d'un projet visant à remplacer les communications sur la notion de concentration, sur la notion d'entreprises communes de plein exercice, sur la notion d'entreprises concernées et sur le calcul du chiffre d'affaires *("Consolidated jurisdictional notice")*

92 **Concentration de fait – Position dominante collective :** Participations croisées non-contrôlantes analysées comme une opération unique *(SPIR / S3G)*

94 **TV à péage – Engagements :** Autorisation du rapprochement de CanalSat et TPS sous réserve de 59 engagements comportementaux *(TPS / CanalSat / VivendiUniversal)*

Aides d'Etat

100 **Motivation :** La Commission doit faire apparaître avec une clarté suffisante le lien entre les principes qu'elle énonce et les données factuelles relatées *(Italie - Wam)*

102 **Sélectivité :** L'appréciation de la sélectivité doit se faire selon un cadre de référence régional si la mesure a été adoptée par une autorité infra étatique autonome *(Portugal)*

104 **Interdiction de mettre à exécution une aide non notifiée :** La Cour se prononce sur un cas particulier où l'institution d'une taxe constitue elle-même l'instauration d'un régime d'aide *(Boiron)*

107 **Sélectivité – Système fiscal :** Justification d'une taxe par la nature et l'économie du système *(British Aggregates Association)*

107 **Recevabilité – Intérêt à agir :** Une association d'entreprises doit avoir activement participé à la procédure administrative pour se voir reconnaître un intérêt à agir *(VW)*

108 **Art. 88. 3 CE :** Une décision de la Commission déclarant une aide compatible n'a pas pour conséquence de régulariser, a posteriori, les actes d'exécution invalides *(TAL)*

110 **Récupération :** La procédure nationale prévoyant l'effet suspensif des recours introduits contre les titres de perception émis pour la récupération d'une aide ne peut pas être considéré comme permettant l'exécution immédiate et effective de la décision *(France)*

111 **Ressources d'État – Imputabilité :** Le Conseil d'État décide que des cotisations obligatoires finançant des politiques de marché d'organisations interprofessionnelles agricoles n'entrent pas dans le champ des règles relatives aux aides *(Confédération paysanne)*

Procédures

113 **Droits de la défense :** La Commission ne peut se voir repprocher de ne pas avoir cherché à se procurer une déclaration faite à une autorité de concurrence étrangère si on ne lui a pas demandé au préalable de le faire *(Coöperative Verkoop)*

114 **Plainte – Examen – Rejet :** Lorsque la Commission décide d'instruire une plainte, elle est tenue de l'examiner soigneusement, mais non de se prononcer sur l'existence d'une infraction *(Haladjian)*

114 **Prescription :** Où le pouvoir de sanction reste lettre morte, faute d'être assorti d'une exécution en temps utile *(Ferriere Nord)*

115 **Droits de la défense :** Le prolongement excessif de la phase d'instruction peut permettre une violation des droits de la défense *(JCB, FEG, TU...)*

116 **Preuve :** Délimitation des preuves admissibles à l'appui d'une demande d'annulation d'une décision d'application de l'art. 81 CE *(Glaxo)*

117 **Opposition :** Quelques précisions sur la procédure d'opposition *(Dresdner Bank)*

118 **Action en réparation :** A propos des limites de l'autonomie procédurale de l'action en réparation *(Manfredi e. a.,)*

119 **Aides d'État – Qualité pour agir :** Qualité pour agir en annulation d'une décision de ne pas soulever d'objections *(British Aggregates c/ Commission)*

120 **Aides d'État - Qualité pour agir :** Illustrations récentes de solutions jurisprudentielles classiques *(VW)*

121 **Aides d'État – Remboursement – Preuve d'une surcompensation :** Le juge national a le devoir de court-circuiter le droit de la preuve pour assurer l'effectivité du contrôle des aides d'État *(Boiron)*

123 **Aides d'État – Récupération – Effectivité :** La règle prévoyant l'effet suspensif du recours introduit contre le titre émis en vue de récupérer une aide prive le contrôle des aides d'État d'effectivité et doit être écartée *(France)*

124 **Aides d'État – Absence de validation rétroactive :** Une décision de compatibilité n'a pas pour effet de régulariser les actes d'exécution d'une aide illégale *(Transalpine Ölleitung)*

125 **Aides d'État – Sursis à exécution :** Rejet de demandes visant à obtenir le sursis à exécution de décisions de récupération en raison de l'absence de preuve d'une urgence à agir *(Olympiakes Aerogrammes ; Aughinish Alumina)*

126 **Concentrations – Qualité pour agir :** Application de solutions jurisprudentielles établies *(easyJet ; Wirtschaftskammer Kärnten)*

127 **Clémence :** Adoption du programme modèle du REC – Consultation publique sur le projet de révision des lignes directrices CE

129 **Actions de groupe :** Le Conseil donne son avis sur l'introduction de l'action de groupe en matière de pratiques anticoncurrentielles

130 **Liquidation judiciaire du saisissant :** Le prononcé de la liquidation judiciaire de l'entreprise saisissante n'a pas pour effet de dessaisir l'autorité de la concurrence *(Lamy Moto)*

131 **Engagements :** Quelques précisions en matière d'engagements *(Festina ; Hi-fi et Home cinéma ; GIE Les Indépendants)*

Régulations

133 **Energie – Composition de l'autorité de régulation :** Le parlement français débat de l'essence de la régulation *(Projet de Loi, oct. 2006)*

134 **Gaz – Tarifs réglementés :** Le Conseil d'État demande au Conseil de la concurrence si les tarifs réglementés imposés à GDF lui permettent de couvrir la totalité de ses coûts *(Poweo)*

135 **Gaz – Séparation comptable :** La CRE fixe les conditions de la séparation comptable imposée à GDF entre sa clientèle éligible et sa clientèle non éligible *(GDF)*

137 **Gaz – Stockage – Droit d'accès :** L'accès des tiers aux sites de stockages de gaz garanti par un nouveau décret *(Décret n° 2006-1034)*

138 **Communications électroniques – Terminaison d'appel :** L'ARCEP fixe le prix des terminaisons d'appel pour 2007 *(Orange, SFR, Bouygues Telecom)*

139 **Transports aériens – Redevances prélevées par les aéroports :** Le TA de Strasbourg annule des modulations de redevances qui ne correspondent pas à des économies démontrées *(Air France)*

140 **Libéralisation des bourses de valeurs :** Vers la transposition en France de la Directive MIF *(Directive 2004/39/CE, 21.4.04)*

Politique internationale

143 **USA – Clémence :** Le DOJ retire le bénéfice de la clémence au demandeur et l'inculpe au motif du non-respect des engagements pris *(Stolt-Nielsen)*

146 **ICN :** L'ICN poursuit son travail de rédaction de "best practices" et crée un nouveau groupe de travail consacré aux pratiques unilatérales *(Cape Town, 5-6 mai 2006)*

Horizons

150 **Competition Law Regime in India: Evolution, Experience and Challenges**
Pradeep S. Mehta

Pratiques

157 **Tableau des principaux systèmes de sanction**
Jérôme Philippe

166 **La guerre entre génériqueurs et laboratoires**
Emmanuel Combe, Heiner Haug

Bibliographie *174*

Centre de recherches sur l'Union européenne (CRUE), Université Paris I

Revue des revues *179*

Christelle Adjemian, Umberto Berkani, Alain Ronzano

Index *185*

Tables 2004-2006 *en fin de revue*